

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/BFA/W/125/Rev.1
2 décembre 2004

(04-5285)

Comité du budget, des finances et de l'administration

AJUSTEMENT DES INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLE VERSÉES À L'OMC

Révision

1. Depuis janvier 1999, les indemnités pour charges de famille versées à l'OMC sont ajustées conformément à la méthode décrite ci-après.
2. Comme c'était précédemment le cas pour les indemnités pour charges de famille payables au personnel des services généraux dans le cadre du régime commun des Nations Unies, il est procédé à une comparaison avec les indemnités pour charges de famille payables dans le canton de Genève. Le traitement moyen payable à l'OMC, correspondant au point médian de la classe 9, sert de base de comparaison. Dans un premier temps, le montant brut de ce traitement moyen est calculé en fonction des règles fiscales applicables à Genève afin de faciliter la comparaison avec les traitements bruts payables dans le canton de Genève.
3. L'indemnité pour conjoint à charge (disposition 106.14 a) et annexe 2 a) du Règlement du personnel) est déterminée en calculant la différence entre le montant des impôts payables par une personne sans charges de famille et celui payable par une personne mariée sans enfant à charge.
4. L'indemnité pour enfant à charge (disposition 106.14 b) et annexe 2 b) i) du Règlement du personnel) est déterminée en calculant la différence entre le montant des impôts payable par une personne sans charges de famille et celui payable par une personne avec un conjoint à charge et deux enfants à charge. L'abattement fiscal pour deux enfants est d'abord calculé en déduisant l'abattement fiscal pour conjoint à charge. Le résultat est alors divisé par deux pour déterminer l'abattement fiscal pour un seul enfant à charge. On ajoute ensuite le montant moyen des allocations familiales par enfant à charge versées dans le canton de Genève.
5. L'indemnité pour enfant à charge pour le premier enfant à charge d'un fonctionnaire sans charges de famille (disposition 106.14 c) et annexe 2 b) ii) du Règlement du personnel) est déterminée en calculant la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée avec un enfant à charge. On ajoute le montant moyen des allocations familiales par enfant versées dans le canton de Genève.
6. L'indemnité pour personne non directement à charge (disposition 106.14 d) et annexe 2 c) du Règlement du personnel) est déterminée en calculant la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée avec un enfant à charge. On déduit ensuite la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée.
7. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 1, cette méthode a été appliquée pour tous les ajustements des indemnités pour charges de famille effectués depuis janvier 1999. Il est donc proposé **que le Comité recommande au Conseil général:**

- a) **que le Règlement du personnel soit amendé à compter du 1^{er} janvier 2005 afin d'y incorporer la méthode qui précède concernant l'ajustement des indemnités pour charges de famille versées à l'OMC;**

8. On trouvera ci-joint les amendements qu'il est proposé d'apporter au Règlement du personnel.

**AJUSTEMENT DES INDEMNITÉS POUR CHARGES
DE FAMILLE VERSÉES À L'OMC**

Proposition d'amendement du Règlement du personnel

Disposition 106.14 du Règlement du personnel

Indemnités pour charges de famille

- a) Un fonctionnaire dont le conjoint est reconnu comme conjoint à charge au sens de la disposition 106.13 a) du présent *Règlement* reçoit une indemnité pour conjoint à charge, dont le montant **et la méthode d'ajustement sont** indiqués à l'annexe 2 de ce *Règlement*.
- b) Un fonctionnaire dont l'enfant est reconnu comme enfant à charge au sens de la disposition 106.13 b) du présent *Règlement* reçoit une indemnité pour enfant à charge, dont le montant **et la méthode d'ajustement sont** indiqués à l'annexe 2 de ce *Règlement*. L'indemnité est réduite du montant de toute indemnité versée par une autorité publique au fonctionnaire ou à son conjoint pour ce même enfant. En aucun cas la somme de cette indemnité et de cette allocation n'est inférieure au montant fixé dans ladite annexe.
- c) Lorsque le Directeur général a déterminé, sur la base d'attestations médicales, que l'enfant d'un fonctionnaire, reconnu comme enfant à charge au titre de la disposition 106.13 b) du présent *Règlement*, est physiquement ou mentalement handicapé, de façon permanente ou pour une période qui sera vraisemblablement de longue durée, l'indemnité est le double de l'indemnité pour enfant à charge indiquée à l'annexe 2 de ce *Règlement*.
- d) Lorsqu'il s'agit des mère, père, sœur ou frère, il n'est versé qu'une indemnité pour personne non directement à charge, dont le montant **et la méthode d'ajustement sont** indiqués à l'annexe 2 du présent *Règlement*.
- e) Les fonctionnaires présentent par écrit au Directeur général les demandes d'indemnité pour charges de famille et peuvent être priés de les accompagner de pièces justificatives satisfaisantes. Il leur incombe de porter à la connaissance du Directeur général tout changement qui intéresse la situation d'une personne à charge et qui a des répercussions sur le versement de l'indemnité.

ANNEXE 2

Montants des indemnités pour charges de famille (entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2004)

a) Indemnité pour conjoint à charge (disposition 106.14 a) du présent *Règlement*)

6 768 francs suisses par an. Ce montant sera ajusté en fonction de la différence entre le montant des impôts payable par une personne sans charges de famille et celui payable par une personne mariée sans enfant à charge dans le canton de Genève.

b) Indemnité pour enfant à charge (disposition 106.14 b) et c) du présent *Règlement*)

i) 4 944 francs suisses par an. Ce montant sera ajusté en calculant la différence entre le montant des impôts payable par une personne sans charges de famille et celui payable par une personne avec un conjoint à charge et deux enfants à charge; l'abattement fiscal pour deux enfants sera d'abord calculé en déduisant l'abattement fiscal pour conjoint à charge et le résultat sera alors divisé par deux pour déterminer l'abattement fiscal pour un seul enfant à charge; on ajoutera ensuite le montant moyen des allocations familiales par enfant à charge versées dans le canton de Genève.

ii) 10 944 francs suisses par an pour le premier enfant si le fonctionnaire n'a pas de conjoint. Ce montant sera ajusté en calculant la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée avec un enfant à charge; on ajoutera la montant moyen des allocations familiales par enfant versées dans le canton de Genève.

c) Indemnité pour personne non directement à charge (disposition 106.14 d) du présent *Règlement*)

2 436 francs suisses par an. Ce montant sera ajusté en calculant la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée avec un enfant à charge; on déduira ensuite la différence entre le montant des impôts pour une personne sans charges de famille et celui pour une personne mariée.

Les ajustements du montant des indemnités susmentionnées seront appliqués à titre provisoire en attendant qu'ils soient approuvés par le Conseil général, conformément à l'article 13.2 du *Statut du personnel*.
